



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/AC.154/313  
9 juin 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMITÉ DES RELATIONS AVEC  
LE PAYS HÔTE

LETTRE DATÉE DU 4 JUIN 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU COMITÉ  
DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT  
DE CUBA AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer, comme document officiel du Comité des relations avec le pays hôte, le texte des notes verbales No 376 et 377 ci-jointes, que la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies a envoyées à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation le 4 juin 1997.

Lesdites notes verbales portent sur la question des restrictions imposées par le pays hôte aux déplacements du personnel de certaines missions permanentes accréditées auprès de l'Organisation, notamment la Mission permanente de Cuba.

Je vous demanderai également d'inscrire ces deux notes à l'ordre du jour de la prochaine séance du Comité afin que ce dernier, qui est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, puisse les examiner.

(Signé) Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA

ANNEXE I

Note verbale (No 377) datée du 4 juin 1997, adressée à la  
Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de  
l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente  
de Cuba auprès de l'Organisation

La Mission permanente de la République de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation et souhaite se référer à la question des restrictions que les autorités du pays hôte imposent aux déplacements du personnel de certaines missions permanentes accréditées auprès de l'Organisation, notamment celle de la République de Cuba.

Cette question a fait l'objet de plusieurs résolutions que l'Assemblée générale a adoptées par consensus, sur recommandation de la Sixième Commission, au titre de la question touchant le rapport du Comité des relations avec le pays hôte, en particulier la résolution 51/163 du 16 décembre 1996. Dans cette résolution, l'Assemblée demande instamment au pays hôte d'envisager de lever les restrictions encore en vigueur imposées aux déplacements du personnel de certaines missions et aux déplacements de certains fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation.

En contravention totale des dispositions de ces résolutions et malgré la bonne volonté qu'y expriment les Membres de l'Organisation, le pays hôte continue d'imposer et d'intensifier, de façon arbitraire et pour des motifs politiques, les restrictions déjà imposées aux déplacements du personnel de la Mission permanente de Cuba.

Depuis 1996 et jusqu'à ce jour, les autorités du pays hôte ont renforcé leur politique de rejet des demandes d'autorisation de voyage présentées par la Mission permanente de Cuba. Au cours de cette période, elles ont opposé un refus à 19 demandes d'autorisation de voyage, que celles-ci aient été présentées pour assister à des réunions des Nations Unies, pour se rendre à Cuba via l'un des quatre ports d'entrée ou de sortie imposés par les autorités américaines au personnel cubain, ou pour se rendre à des invitations personnelles adressées à des fonctionnaires cubains ou à des invitations à des réunions officielles envoyées à des fonctionnaires cubains par la Section d'intérêts de Cuba à Washington.

Le 21 avril 1997, la Mission des États-Unis a refusé d'accorder une autorisation de voyage demandée par la Mission de Cuba pour permettre à S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, de se rendre à Washington, en réponse à une invitation personnelle du chef de la Section d'intérêts de Cuba à Washington, pour participer à des travaux internes.

La Mission des États-Unis a également refusé d'accorder une autorisation de voyage demandée par la Mission permanente de Cuba le 25 avril 1997 pour permettre à M. Eddy Machado Alvarez, Troisième Secrétaire de la Mission, de participer à une réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui devait se tenir à Washington les 30 avril et 1er mai 1997.

/...

Ce refus était d'autant plus contrariant que, dans le même temps, était également rejetée une demande de visa présentée dans la note verbale N° 376 adressée à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique par la Mission permanente de Cuba (voir annexe II).

De même, la Mission des États-Unis a refusé d'accorder une autorisation de voyage demandée par la Mission de Cuba le 22 avril 1997 pour permettre aux épouses de deux diplomates cubains de partir pour Cuba en utilisant comme port de départ l'aéroport de Miami (Floride).

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies estime qu'en refusant d'accorder les autorisations de voyage demandées par la Mission de Cuba – et, selon l'habitude des autorités américaines et celle de la Mission des États-Unis, aucune explication n'est jamais donnée – la Mission des États-Unis contrevient à la lettre et à l'esprit de l'Accord de Siège signé par l'Organisation des Nations Unies et le pays hôte, fait fi des règlements des instruments juridiques internationaux sur les privilèges et immunités diplomatiques auxquels les États-Unis sont partie, nuit au climat de promotion et de respect de ces privilèges et immunités que les autorités du pays hôte devraient faciliter et promouvoir, et entrave le fonctionnement normal de la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies.

La Mission permanente de la République de Cuba rejette encore une fois l'attitude arbitraire et injustifiable adoptée par les autorités du pays hôte et par la Mission des États-Unis concernant les demandes d'autorisation de voyage présentées ces derniers mois par la Mission de Cuba, et en particulier les demandes mentionnées spécifiquement dans la présente note verbale.

La Mission permanente de Cuba dénonce le fait que le Gouvernement des États-Unis ne respecte pas les recommandations et décisions de l'Assemblée générale, unique organe universel de l'Organisation multilatérale dont le Gouvernement des États-Unis ait accepté d'accueillir le siège, refuse d'en promouvoir les objectifs et les principes et de respecter les privilèges et immunités diplomatiques internationalement reconnus des représentants de ses États Membres.

La Mission permanente de la République de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies demande aux autorités du pays hôte de prendre les mesures nécessaires et suffisantes pour promouvoir l'application des obligations et dispositions internationales que leur Gouvernement a contractées et de donner, dans le cadre de la Sixième Commission de l'Assemblée générale et du Comité des relations avec le pays hôte, une réponse adéquate, sérieuse et crédible aux plaintes répétées de la Mission de Cuba concernant les restrictions qu'elles continuent d'imposer, de façon arbitraire et pour des motifs politiques, aux déplacements des fonctionnaires cubains.

ANNEXE II

Note verbale (No 376) datée du 4 juin 1997, adressée à la  
Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de  
l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente  
de Cuba auprès de l'Organisation

La Mission permanente de la République de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation et a l'honneur de lui faire tenir copie d'une lettre envoyée par S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, à M. Mohamed T. El-Ashry, Directeur général et Président du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le 29 avril 1997 (voir appendice).

Par cette lettre, la Mission permanente de Cuba informait le Conseil du FEM de la plainte formulée par le Gouvernement de la République de Cuba comme suite au fait que le Département d'État des États-Unis d'Amérique avait refusé d'accorder un visa d'entrée à M. Humberto Arango, Directeur de la coopération internationale au Ministère cubain de la science, de la technique et de l'environnement et Représentant suppléant du Groupe des Caraïbes au Conseil du FEM, pour lui permettre de participer à la réunion du Conseil devant se tenir à Washington le 30 mai 1997.

La Mission permanente de Cuba réitère que son gouvernement dénonce ce type de mesure discriminatoire et inacceptable du Gouvernement des États-Unis visant à entraver la participation de Cuba à des réunions mondiales, notamment celles tenues dans le cadre du FEM.

## APPENDICE

Lettre datée du 29 avril 1997, adressée au Directeur général  
et Président du Fonds pour l'environnement mondial par le  
Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai le profond regret de vous informer que, le Département d'État ayant refusé de lui accorder un visa, la personne que Cuba a désignée comme Représentant suppléant du Groupe des Caraïbes sera dans l'impossibilité d'assister à la réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial qui doit se tenir à Washington demain et après-demain, les 30 avril et 1er mai 1997.

En même temps, l'autorisation de se déplacer au-delà de la limite de 25 miles – restriction imposée aux membres de la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies – a également été refusée à l'un de nos diplomates qui devait lui aussi assister à cette réunion. À cet égard, j'appelle votre attention sur le fait que des mesures analogues ont été prises par le passé dans le but d'entraver la participation de diplomates cubains accrédités auprès de l'ONU à des réunions du Conseil.

Comme vous vous en souvenez peut-être, même avant la création de l'actuel instrument du Fonds, Cuba s'intéressait vivement et participait activement aux négociations et aux activités du FEM et, ces trois dernières années, était le Représentant suppléant du Groupe des Caraïbes au Conseil.

Le Gouvernement cubain déplore vivement ce type de mesure, et est d'avis que les continuelles tentatives déployées par le Gouvernement des États-Unis pour entraver la participation de Cuba aux réunions du Conseil du FEM non seulement nuisent au caractère universel du Fonds, mais constituent en outre un grave obstacle au fonctionnement et à la coordination du Groupe des Caraïbes au Conseil, et peuvent de ce fait aussi être considérées comme une obstruction aux travaux du Conseil.

Qui plus est, ce traitement discriminatoire inacceptable vient en contradiction de l'esprit de collaboration et de partenariat dans la promotion du développement durable qui est au centre même des activités du Fonds.

En vous faisant part de ces faits, je demande votre appui immédiat à la participation du représentant de Cuba à la réunion du Conseil qui doit commencer demain, ainsi qu'à la participation du diplomate cubain accrédité auprès de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons, pour faciliter le fonctionnement du Conseil, qu'il sera possible d'empêcher que de telles mesures ne se reproduisent.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA

-----